



MN/SC

## **IRRESPONSABLES !**

Les dirigeants du SPQN – leur président en tête – à quelques jours du 2<sup>e</sup> tour des élections législatives, ont décidé hier à 19 h 30 de bloquer les négociations sur la politique salariale, sachant que la presse quotidienne ne paraîtrait pas dans ces conditions.

Alors qu'un compromis semblait se dessiner, le SPQN a ainsi réduit à néant les avancées réalisées par les uns et les autres.

Dans toutes les entreprises de presse, la position qui consiste à défendre une politique salariale commune aux ouvriers, employés, cadres et journalistes s'ils le souhaitent, est partagée et soutenue. Les salariés refusent que la politique salariale soit scindée en trois : les sièges éditoriaux, les entreprises de production et celles de distribution.

La négociation globale existe dans la presse quotidienne régionale et le syndicat patronal (le SPQR) ne la remet pas en cause. Cette négociation n'empêche pas des négociations à l'entreprise pour augmenter les bas salaires et respecter l'égalité salariale hommes / femmes.

À l'appel de leur syndicat, les salariés ont bien répondu à la mobilisation et veulent aboutir à un accord. Le SPQN doit avoir cette même volonté, dans le respect des principes de la négociation collective et du paritarisme. S'il s'obstinait dans sa détermination de passage en force, il prendrait la lourde responsabilité de durcir la situation car les salariés n'accepteront pas la remise en cause des règles de base de la négociation collective.

Le SGLCE appelle solennellement le SPQN à retrouver le chemin de la raison. Il participera à la réunion cet après-midi avec la volonté de trouver une solution. Il appelle les salariés à rester mobilisés en allant, si cela était nécessaire, jusqu'à l'arrêt de travail ce soir et convoque les délégués de la presse à la Maison du Livre, boulevard Blanqui, le jeudi 14 juin à 11 h 00 afin de convenir ensemble des suites à donner.

Paris, le 13 juin 2007